Texte pseudonymisé

Avertissement: Ce document pseudonymisé a une valeur purement informative. Le document original seul fait foi.

Arrêt N° 19/24 - IX – CIV

Audience publique du huit février deux mille vingt-quatre

Numéro CAL-2023-00780 du rôle

Composition:

Carole KERSCHEN, président de chambre,
Danielle POLETTI, premier conseiller,
Stéphane PISANI, conseiller,
Gilles SCHUMACHER, greffier.

E n t r e :

la société à responsabilité limitée **WASSENICH LAW SARL**, établie et ayant son siège social à L-2134 Luxembourg, 54, rue Charles Martel, représentée par son gérant actuellement en fonctions, Maître Claude WASSENICH, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B207545,

appelante aux termes d'un exploit de l'huissier de justice Guy ENGEL de Luxembourg du 16 juin 2023,

comparant par la société à responsabilité limitée WASSENICH LAW SARL, inscrite à la liste V du Tableau de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg, représentée aux fins des présentes par Maître Claude WASSENICH, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

e t :

PERSONNE1.), demeurant à D-ADRESSE1.), Allemagne,

intimé aux termes du prêt exploit Guy ENGEL de Luxembourg du 16 juin 2023, partie défaillante.

LA COUR D'APPEL :

Exposé du litige

En résumé, le litige a trait au recouvrement forcé d'un mémoire d'honoraires daté du 27 mai 2016 du chef de prestations d'avocat accomplies par la société à responsabilité limitée WASSENICH LAW SARL (ci-après WASSENICH LAW) pour compte de PERSONNE1.) dans le cadre d'une affaire l'opposant à PERSONNE2.) et à PERSONNE3.) à hauteur du montant de 10.497,55 euros.

Par exploit d'huissier du 2 août 2019, WASSENICH LAW donna assignation à PERSONNE1.) à comparaître devant le tribunal d'arrondissement de Luxembourg pour le voir condamner à lui payer la somme de 10.497,55 euros, avec les intérêts légaux à partir du 11 novembre 2016, sinon à partir du 18 août 2018, jusqu'à solde ; à voir dire que l'intérêt sera majoré de trois points à l'expiration d'un délai de trois mois à partir de la signification du jugement, ainsi que pour le voir condamner à payer une indemnité de procédure de 2.500.- euros sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile et les frais de l'instance.

A l'appui de sa demande, elle fit valoir que PERSONNE1.) aurait été mis en demeure de régler sa dette par courrier recommandé du 11 novembre 2016, respectivement du 18 août 2018, ce qu'il n'aurait cependant pas fait.

PERSONNE1.) n'a pas comparu.

Par jugement n° 2023TALCH08/00098 rendu par défaut en date du 17 mai 2023, le tribunal a reçu la demande en la forme ; l'a dite non fondée ; a dit la demande de WASSENICH LAW sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile non fondée et a condamné WASSENICH LAW aux frais et dépens de l'instance.

Pour statuer ainsi, le tribunal a, après avoir relevé que le défaut de comparaître est assimilé à une contestation du défendeur et examiné de ce fait la régularité de la procédure et la compétence internationale et ratione valoris du tribunal saisi, retenu, pour débouter WASSENICH LAW de sa demande, que cette dernière n'avait pas justifié les prestations mises en compte.

Par exploit du 16 juin 2023, WASSENICH LAW a relevé appel de ce jugement qui, selon les informations à disposition de la Cour, ne lui a pas été signifié.

L'instruction a été clôturée par ordonnance du 1^{er} décembre 2023. Les mandataires des parties ont été informés que l'affaire serait plaidée à l'audience du 10 janvier 2024.

L'affaire a été prise en délibéré à la même date.

Discussion

Aux termes de son acte d'appel, *WASSENICH LAW* indique relever appel en ce que la juridiction de première instance n'a pas fait droit à sa demande initiale, et notamment en ce qu'elle l'a déboutée de sa demande en paiement du mémoire d'honoraires du 27 mai 2016 à hauteur de 10.497,55 euros au motif qu'elle ne justifiait pas les prestations effectuées. Elle demande encore à se voir allouer une indemnité de procédure de 2.500.- euros pour les deux instances et la condamnation de PERSONNE1.) au paiement des frais et dépens des deux instances.

A l'appui de sa demande en condamnation de PERSONNE1.), *WASSENICH LAW* verse actuellement, outre le mémoire d'honoraire du 27 mai 2016, un listing des prestations mises en compte.

Elle fait encore plaider que PERSONNE1.) n'aurait jamais contesté le montant des honoraires réclamés et elle offre de verser, sur demande de la Cour, l'intégralité du dossier.

Appréciation de la Cour

- Régularité de la procédure

PERSONNE1.) n'a pas comparu en première instance.

Après avoir analysé en détail des diligences effectuées par l'huissier de justice instrumentaire chargé de la signification de l'acte d'assignation, le tribunal a, à bon droit, retenu que l'acte d'assignation du 2 août 2019 a été régulièrement signifié en application de l'article 156, paragraphe 1^{er} du Nouveau Code de procédure civile, de sorte que le tribunal a, à juste titre et par application de l'article 79, alinéa 1^{er} du Nouveau Code de procédure civile, statué par défaut à l'égard de PERSONNE1.).

PERSONNE1.) n'a également pas constitué avocat en appel.

Il est de principe que lorsque la partie signifiée ne comparaît pas devant la juridiction qui est appelée à toiser le litige, il appartient à cette juridiction de vérifier d'office la régularité de l'exploit introductif d'instance, de relever la moindre irrégularité et de prononcer d'office l'annulation de l'acte, dès lors que dans cette hypothèse la juridiction saisie doit sauvegarder les droits de la défense (Th. HOSCHEIT, Les nullités de procédure en droit judiciaire privé, Bull. Cercle François LAURENT, 1999, II, n° 34).

Les dispositions relatives à la signification ou la notification des exploits règlent en détail la question de savoir sous quelles conditions un acte d'huissier peut être considéré comme ayant été signifié ou notifié régulièrement, à personne, à domicile ou à résidence. Le but poursuivi par ces principes est évident : il s'agit d'assurer par des règles strictes que l'on doit pouvoir considérer comme relevant de l'organisation judiciaire, un maximum de garanties au profit de la partie signifiée ou notifiée pour que celle-ci ait effectivement connaissance de l'acte et puisse adopter l'attitude appropriée. Il s'agit d'assurer la protection des droits de la défense. C'est la raison pour laquelle la jurisprudence affecte les irrégularités commises à cet égard d'une nullité de fond à laquelle l'article 264, alinéa 2 du Nouveau Code de procédure civile ne s'applique pas (Th. HOSCHEIT, op. cit., n° 31).

Conformément à l'article 156 (1) du Nouveau Code de procédure civile « à l'égard des personnes domiciliées ou résidant à l'étranger, la signification est faite dans les formes de transmission convenues entre le Luxembourg et le pays du domicile ou de la résidence du destinataire ».

PERSONNE1.) réside en Allemagne.

Les formes de transmission entre le Luxembourg et l'Allemagne applicables à la signification de l'acte d'appel du 16 juin 2023 sont régies par le règlement (CE) n° 1393/2007 du 13 novembre 2007 relatif à la signification et à la notification dans les Etats membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale (ci-après le Règlement).

L'article 7 du Règlement, intitulé « *Signification ou notification des actes* », dispose que :

« 1. *L'entité requise procède ou fait procéder à la signification ou à la notification de l'acte soit conformément à la législation de l'État membre requis, soit selon le mode particulier demandé par l'entité d'origine, sauf si ce mode est incompatible avec la loi de cet État membre.*

2. *L'entité requise prend toutes les mesures nécessaires pour assurer la signification ou la notification de l'acte dans les meilleurs délais et, en tout état de cause, dans un délai d'un mois à compter de la réception. S'il n'a pas été possible de procéder à la signification ou à la notification dans un délai d'un mois à compter de la réception, l'entité requise :*

a) *en informe immédiatement l'entité d'origine au moyen de l'attestation dont le formulaire type figure à l'annexe I, qui doit être établie conformément aux conditions visées à l'article 10, paragraphe 2 ; et*

b) *continue à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la signification ou la notification de l'acte, sauf indication contraire de l'entité d'origine, lorsque la signification ou la notification semble possible dans un délai raisonnable. »*

L'article 10, intitulé « *Attestation de signification ou de notification et copie de l'acte signifié ou notifié* », dispose que :

« 1. Lorsque les formalités relatives à la signification ou à la notification de l'acte ont été accomplies, une attestation le confirmant est établie au moyen du formulaire type figurant à l'annexe I et elle est adressée à l'entité d'origine, avec une copie de l'acte signifié ou notifié lorsqu'il a été fait application de l'article 4, paragraphe 5.

2. L'attestation est complétée dans la langue officielle ou l'une des langues officielles de l'Etat membre d'origine ou dans une autre langue que l'Etat membre d'origine aura indiqué qu'il peut l'accepter. Chaque Etat membre indique la ou les langues officielles des institutions de l'Union européenne, autres que la sienne ou les siennes, dans laquelle ou lesquelles il accepte que le formulaire soit complété ».

En l'occurrence, il résulte des énonciations de l'huissier instrumentaire luxembourgeois qu'il a envoyé l'acte d'appel à l'autorité compétente en Allemagne en vertu du règlement N°1393/2007 précité.

Suivant l'« attestation d'accomplissement ou de non-accomplissement de la signification de la notification des actes » du 19 juillet 2023, émise conformément aux dispositions de l'article 10 du Règlement, l'acte d'appel a été délivré en date du 24 juin 2023 par l'autorité compétente à l'adresse du destinataire à ADRESSE2.), et que l'acte a été signifié ou notifié selon la loi de l'Etat membre requis (Allemagne), à savoir : « *Weil die Übergabe des Schriftstücks in der Wohnung des Zustellungsempfängers nicht möglich war, wurde das Schriftstück in den zur Wohnung gehörenden Briefkasten oder in eine ähnliche Vorrichtung eingelegt.* ».

Il en résulte que l'acte a été signifié selon le droit de l'Etat membre requis.

Il s'ensuit que l'acte d'appel du 16 juin 2023 a été régulièrement signifié au domicile de l'intimé actuellement défaillant, de sorte qu'il y a lieu de statuer par défaut à son égard, en application de l'article 79, alinéa 1^{er}, du Nouveau Code de procédure civile.

- *Au fond*

C'est à bon droit, par une motivation correcte à laquelle la Cour souscrit, que le tribunal a rappelé qu'en application de l'article 78, alinéa 2, du Nouveau Code de procédure civile, le juge statuant à l'égard du défendeur qui ne comparaît pas ne fait droit à la demande que dans la mesure où il l'estime régulière, recevable et bien fondée, le défaut de comparution du défendeur n'impliquant pas, ipso facto, son acquiescement à la demande, de sorte que le tribunal s'est livré, à juste titre, à un examen exhaustif des éléments lui soumis par WASSENICH LAW à l'appui de ses prétentions.

La Cour approuve ainsi le tribunal d'avoir d'abord analysé sa compétence territoriale pour connaître de la demande en paiement d'honoraires de WASSENICH LAW sur base de l'article 7, paragraphe premier, sub. b) du Règlement (UE) n°1215/2012, qui dispose que, sauf convention contraire, le lieu

d'exécution de l'obligation qui sert de base à la demande est, pour la fourniture de services, le lieu de l'Etat membre où, en vertu du contrat, les services ont été ou auraient dû être fournis et de s'être déclaré compétent alors que les prestations ont été effectuées au Luxembourg.

C'est encore à raison que le tribunal s'est déclaré compétent *ratione valoris* par application combinée de l'ancien article 2 du Nouveau Code de procédure civile (l'assignation introductive d'instance datée du 2 août 2019 étant antérieure à la loi du 15 juillet 2021 portant augmentation du taux de compétence des justices de paix) et de l'article 20 dudit code, la valeur en jeu de la demande de WASSENICH LAW excédant la somme de 10.000.- euros.

Le tribunal a, enfin, relevé à bon escient que conformément aux principes directeurs qui régissent la charge des preuves, et en application des dispositions des articles 58 du Nouveau Code de procédure civile et 1315 du Code civil, il appartient à WASSENICH LAW de prouver conformément à la loi les faits nécessaires au succès de ses prétentions.

Aux termes de l'article 38 de la loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, *« l'avocat arrête ses honoraires et met en charge ses frais professionnels. Dans la fixation des honoraires l'avocat prend en compte les différents éléments du dossier, tels l'importance de l'affaire, le degré de difficulté, le résultat obtenu et la situation de fortune du client. Dans les cas où cette fixation excéderait des normes raisonnables, le Conseil de l'Ordre les réduit, eu égard aux différents éléments du dossier, mentionnés au paragraphe précédent »*.

Aux termes de l'article 2.4.5.2. du Règlement Intérieur de l'Ordre des Avocats du 12 septembre 2007, l'avocat doit tenir compte de l'importance et du degré de difficulté de l'affaire, du travail fourni par lui-même ou par d'autres avocats de son cabinet, de sa notoriété et de son expérience professionnelle, du résultat obtenu et de la situation de fortune du mandant.

En cas de réclamation contre les honoraires demandés par l'avocat, le Conseil de l'Ordre peut être saisi afin de les taxer et de les réduire au cas où ils excéderaient les normes raisonnables.

La taxation du Conseil de l'Ordre n'est jamais rien d'autre qu'un avis (F. ENTRINGER : Le recouvrement forcé des honoraires d'avocat, Bulletin du Cercle François LAURENT, 1993 no 4, p. 61 et 62). La décision du Conseil de l'Ordre n'est pas exécutoire et ne lie ni le client, ni la juridiction.

La Cour constate qu'il n'appert pas du dossier que PERSONNE1.) ait saisi le Conseil de l'Ordre d'une réclamation.

Le juge saisi par l'avocat en vue d'obtenir un titre exécutoire doit apprécier souverainement la demande en tenant compte notamment de l'importance de l'affaire, du degré de difficulté et du résultat obtenu.

Quant à l'appréciation du bien-fondé de la note d'honoraires, le droit de l'avocat à une juste rémunération est conditionné par l'intérêt du travail pour le client.

Pour que des honoraires soient dus, il faut qu'ils se rapportent à des prestations d'ordre professionnel utiles au client ou qui eussent pu l'être. Il faut cependant en principe qu'il s'agisse d'une affaire contentieuse ou susceptible de le devenir. Le résultat du service rendu ne dépend pas uniquement de l'action de l'avocat. Il ne peut donc pas constituer le seul critère dans la fixation des honoraires. Ni l'importance du travail de l'avocat ni le temps consacré par lui au traitement d'une affaire ne peuvent pareillement être retenus comme seuls critères d'appréciation. Le service rendu pour le client dépend de l'efficacité de ce travail et de l'importance des intérêts en jeu. L'autorité personnelle de l'avocat doit également entrer en ligne de compte. Enfin, la capacité financière du client doit être prise en considération. L'appréciation des honoraires doit donc se faire en fonction d'un ensemble de critères dont l'incidence respective varie selon les cas (Cour d'appel, 30 janvier 2002, P. 32, 159).

Il résulte du détail des prestations du mémoire d'honoraires du 27 mai 2016 intitulé « *Kosten- und Honorarabrechnung in der Angelegenheit PERSONNE1.) und SOCIETE1.) sàrl ./ PERSONNE2.) und PERSONNE3.)* » que le mémoire porte sur un montant de 10.497,55 euros, dont 7.700.- euros d'honoraires, 1.100.- euros de frais de bureau, 1.496.- euros de TVA à 17% et 201,55 euros de frais d'huissiers avancés par l'étude. Les prestations mises en compte se sont étayées du mois de mars 2012 à avril 2016.

D'après les renseignements recueillis par la Cour, ce mémoire a trait à une affaire opposant non seulement PERSONNE1.), mais également une société à responsabilité limitée SOCIETE1.) SARL à PERSONNE2.) et à PERSONNE3.). En l'espèce, tant la société SOCIETE1.) SARL que PERSONNE1.) étaient représentés par Maître Claude Wassenich. Le litige portait sur le recouvrement d'une clause pénale par PERSONNE2.) et PERSONNE3.) pour inexécution d'un compromis de vente conclu en date du 2 septembre 2011 entre ces derniers et la société SOCIETE1.) SARL et son gérant PERSONNE1.).

Cette affaire a donné lieu à un jugement civil n° 162 / 2013 du 11 octobre 2013 aux termes duquel la société à responsabilité limitée SOCIETE1.) SARL et PERSONNE1.) ont été condamnés solidairement à payer à PERSONNE2.) et à PERSONNE3.) la somme de 210.000.- euros avec les intérêts légaux à partir du 25 octobre 2011, date d'une mise en demeure, jusqu'à solde, et une indemnité de procédure de 1.500.- euros.

La société SOCIETE1.) SARL et PERSONNE1.) ont relevé appel.

Ces informations sont en partie corroborées par les courriers des 15 juin, 29 juin, 3 octobre et 11 novembre 2016 versés par Wassenich Law (cf. pièces 2 à 5 de la farde de pièces de Maître Claude Wassenich).

Si le mémoire d'honoraires du 27 mai 2016 a visiblement été adressé au seul PERSONNE1.) en raison des difficultés financières rencontrées par la société SOCIETE1.) SARL (cf. courriers des 15 juin, 29 juin, 3 octobre et 11 novembre 2016 précités), il se pose néanmoins la question de savoir à qui incombe en réalité le paiement des honoraires à facturer en rapport avec cette affaire, étant

rappelé que Maître Claude WASSENICH a défendu indistinctement les deux parties.

En effet, il ne résulte pas du dossier si Maître Claude WASSENICH a été mandaté par la société SOCIETE1.) SARL ou par PERSONNE1.), voire par les deux, en relation avec des prestations à réaliser dans le cadre de l'affaire en question.

Or, en l'absence de convention d'honoraires, la qualité d'unique débiteur dans le chef de PERSONNE1.) n'est pas prouvée. Les éléments du dossier ne permettent également pas de retenir l'existence d'une obligation de solidarité dans le chef de ce dernier en ce qui concerne les honoraires litigieux.

Aucune ventilation entre les prestations effectuées pour compte de chacune des parties représentées par Maître Claude WASSENICH ne figure dans le mémoire du 27 mai 2016.

Il y a encore lieu de relever que les activités professionnelles de Maître Claude WASSENICH sont, depuis la constitution de WASSENICH LAW en date du 7 juillet 2016, exercées par le biais de la prédite société (cf. référence de publication : RESA_2016_038.1482, publié au RESA N° RESA_2016_038 le 15/07/2016, déposé le 15/07/2016).

Ainsi, même à admettre que PERSONNE1.) soit le véritable débiteur des honoraires réclamés, encore faut-il que WASSENICH LAW soit en droit de demander la condamnation de ce dernier à lui payer le mémoire d'honoraires litigieux, étant entendu que les prestations facturées ont été exécutées antérieurement à la création de la société.

La Cour relève que ni l'assignation introductive d'instance du 14 mai 2019, ni le jugement entrepris du 17 mai 2023, ni même l'acte d'appel du 16 juin 2023 ne font état du fait que WASSENICH LAW est cessionnaire de Maître Claude WASSENICH et agit en tant que tel dans la présente affaire.

Enfin, nonobstant la qualité à agir de WASSENICH LAW, la Cour constate que même si cette dernière verse actuellement un listing reprenant les prestations mises en compte dans le mémoire du 27 mai 2016, ce relevé ne renseigne ni le temps accordé à la prestation en question, ni le taux horaire appliqué à chacune d'elle. Il en va de même des frais de bureau qui ne sont pas autrement explicités.

Le jugement est dès lors à confirmer, quoique partiellement pour d'autres motifs, en ce qu'il a retenu (page 8) que WASSENICH LAW reste en défaut de justifier les prestations effectuées.

- Demandes accessoires

WASSENICH LAW ayant succombé tant en première instance qu'en instance d'appel, il y a lieu de confirmer le tribunal en ce qu'il l'a déboutée de sa demande en allocation d'une indemnité de procédure. Elle est également à débouter de cette demande en instance d'appel.

Les juges de première instance ayant procédé à une saine répartition des frais et dépens de la première instance, le jugement est encore à confirmer sur ce point.

Succombant en instance d'appel, WASSENICH LAW doit également supporter les frais et dépens de l'instance d'appel.

PAR CES MOTIFS

la Cour d'appel, neuvième chambre, siégeant en matière civile, statuant par défaut à l'égard de PERSONNE1.),

reçoit l'appel en la forme ;

le déclare non fondé ;

confirme, quoique partiellement pour d'autres motifs, le jugement entrepris ;

dit la demande de la société à responsabilité limitée WASSENICH LAW SARL, en allocation d'une indemnité de procédure pour l'instance d'appel non fondée ;

condamne la société à responsabilité limitée WASSENICH LAW SARL aux frais et dépens de l'instance.

La lecture du présent arrêt a été faite en la susdite audience publique par Carole KERSCHEN, président de chambre, en présence du greffier Gilles SCHUMACHER.